

IRAN : La révolte libertaire des femmes et de la jeunesse ébranle les fondements de la théocratie

La mort, le 16 septembre, de Jina Mahsa Amini, 22 ans, habitante du Kurdistan en déplacement à Téhéran, suite aux tortures infligées lors de son arrestation par les forces de répression, a déclenché une nouvelle et importante vague de manifestations en Iran. La jeune femme a été arrêtée puis tuée parce qu'elle aurait mal porté le *hejab*, le voile islamique.

Les révoltés d'aujourd'hui se soulèvent contre le pouvoir patriarcal justifié au nom de l'Islam. Les rues des grandes villes sont remplies de femmes qui font tomber le voile, le brûlent, quitte à subir la violence sans pitié de l'État. Elles se coupent aussi les cheveux, dans un geste symboliquement puissant, la chevelure étant pour l'Islam (et pour toutes les religions révélées) une expression du supposé pouvoir sexuel et de l'immodestie des femmes. Un geste à réprimer absolument pour les enfermer dans leur rôle de reproductrices et les soumettre à la domination des mâles.

Les femmes entraînent les hommes dans la lutte contre le patriarcat et la théocratie

Les précédentes secousses sur la question du voile s'étaient fait sentir en décembre 2017, à Téhéran, au moment des émeutes contre la vie chère et le chômage. Une femme de 31 ans, Vida Movahed, avait grimpé sur un transformateur électrique et agité son voile au bout d'un bâton. Des dizaines de femmes avaient suivi son exemple de rébellion désespérée, en 2017 et en 2018, au prix de leur arrestation.

Contrairement à ces actes individuels d'insubordination, les femmes qui déchirent aujourd'hui le fichu de leur oppression ne sont plus isolées. Les passants prennent à partie les flics qui tentent de les arrêter. Toutes les nuits, dans des dizaines de villes de toutes tailles, des manifestants s'attaquent aux bases des forces de répression et incendient les symboles du pouvoir. Ces manifestants affrontent avec un courage et une ténacité exemplaires les forces de répression qui tirent à balles réelles, matraquent sans retenue et arrêtent puis torturent les émeutiers.

Les femmes, de tous âges, sont clairement au premier plan du combat et en grand nombre. Des femmes prolétaires éduquées et salariées, dans des emplois subalternes, sont éga-

lement impliquées dans le mouvement. Elles vivent un décalage entre la condition réservée aux femmes par les mollahs et leur participation réelle à la société – puisqu'elles échappent un tant soit peu à la prison domestique.

Elles sont entourées de beaucoup de jeunes hommes, fils et petits-fils de femmes ayant été, depuis 40 ans, sous le joug de la République islamique qui n'hésitent pas à attaquer la police. L'offensive menée par ce mouvement a d'ores et déjà nettoyé les rues des grandes villes des patrouilles censées s'assurer du port correct du voile.

Les universités pourraient devenir des centres névralgiques du mouvement. Malgré la répression par le *basij* – la milice du régime –, les étudiants de l'université d'élite de Sharif ont su gagner la solidarité des professeurs, qui se sont mis en grève jusqu'à libération de tous les étudiants arrêtés¹. Dans plusieurs autres universités du pays, les étudiants se sont mobilisés contre la répression de leurs camarades de Sharif.

Les lycéennes, les collégiennes et même des écolières se joignent au mouvement. De nombreuses vidéos les montrent qui se dévoilent, chantent des slogans contre le Guide suprême, prennent à partie et chassent les représentants de l'administration ou des *pasdaran* – les Gardiens de la révolution, l'armée et l'ossature politique du régime. Là encore, avec un courage indéniable, car les ordures stipendiées par le pouvoir n'hésitent pas à torturer, violer et abattre ces jeunes filles.

Les pasdaran tentent de déclencher une guerre interne pour étouffer le mouvement

Les obsèques de Jina Amini, à Saqqez dans le Kurdistan, ont provoqué la première manifestation de retrait collectif du voile. Comme d'autres groupes ethniques, culturels et linguistiques en Iran, les Kurdes subissent une oppression spécifique de la part du pouvoir central. Les Kurdes d'Iran sont la cible privilégiée de la Ré-

¹ Voir : *New-York Times*, <https://www.nytimes.com/2022/10/06/world/middleeast/iran-protests-sharif-university-masha-amini.html>

publique islamique qui ne cesse de les punir pour leurs soulèvements répétés depuis 1979. Suite aux manifestations de masse au Kurdistan iranien, le régime a très rapidement déployé des unités de combat de l'armée et des *pasdaran* dans la région mettant en place *de facto* la loi martiale. Les militaires iraniens bombardent, depuis le 23 septembre, des villages en Iraq sensés abriter des militants kurdes. Dans les villes et les villages, les *Pasdaran* tirent à balles réelles et au jugé sur la population, comme à Sanandaj, la capitale du Kurdistan iranien².

De l'autre côté du territoire iranien, dans le Baloutchistan, l'une des régions les plus pauvres, peuplée en majorité de sunnites, une situation similaire est en train de prendre forme. Après le viol d'une jeune fille de 15 ans par un commissaire de police dans la ville de Chabahar, le 30 septembre, une manifestation a été organisée à Zahedan devant un commissariat avant d'être mitraillée par les forces de répression. Bilan provisoire : une centaine de morts. La tuerie n'est cependant pas restée impunie car un groupe armé a abattu cinq membres des forces de l'ordre, dont un commandant régional du service de renseignement des *pasdaran*³.

Cette escalade militaire du régime de Téhéran, dans les territoires habités par ces minorités nationales, peut sembler disproportionnée face à des manifestations similaires à celles qui agitent le reste du pays. Il n'en est rien. L'État applique aux régions périphériques une « stratégie de la tension » afin de provoquer des réactions violentes des minorités nationales qu'il compte utiliser pour susciter chez les Perses un réflexe xénophobe. De la sorte, l'exécutif espère susciter une demande de retour à l'ordre. En créant des ennemis intérieurs, l'État cherche à resserrer les rangs de la société civile derrière lui et décourager les indécis à prendre le parti du mouvement actuel.

L'obligation du voile est consubstantielle à la tutelle patriarcale sur la société civile

La question des femmes est centrale pour la République islamique et ce depuis sa prise de pouvoir. Après une première tentative avortée après 6 jours de manifestation, dès le lendemain de la révolution, le 8 mars 1979, le port du voile est devenu obligatoire en 1983 alors même que la

contre-révolution islamique avait fini de purger ses opposants politiques et de consolider son pouvoir.

La révolution de 1979 était née d'un mouvement de libération nationale, pour chasser le Shah à la botte des puissances occidentales. La contre-révolution des mollahs s'est faite contre les femmes et leur mouvement de libération inspiré par la révolution sexuelle globale des années 1960 et 1970. À l'époque, il s'agissait pour les mollahs et les *bazaris* – la petite bourgeoisie commerçante traditionnelle – de protéger un mode réactionnaire de cohésion et reproduction de classe, basé sur la soumission des femmes et médiatisé par les mariages arrangés. En échange du soutien des mâles des classes dominées à ce fonctionnement traditionnel, toutes les femmes ont été reléguées dans la sphère familiale, sous l'autorité des petits contremâtres du patriarcat, les mêmes chefs de famille. Aujourd'hui encore, les classes dirigeantes iraniennes, qu'il s'agisse des mollahs, des officiers des organes de répression ou des clans politiques et d'affaires au centre du pouvoir d'État, font corps en partie à cause de ces alliances matrimoniales.

Si à l'époque, Ruhollah Khomeini érucitait que « *chaque fois que, dans un autobus, un corps féminin frôle un corps masculin, une secousse fait vaciller l'édifice de notre révolution* », il en était encore de même en 2016, lorsqu'un décret adopté par le Guide suprême interdisait aux femmes de rouler à vélo pour demeurer chastes, indiquant aux *basiji* de faire respecter ce diktat.

Le voile est aujourd'hui l'expression visible du pouvoir patriarcal. Reculer sur ce point est unimaginable pour l'État, car cela supposerait de revenir sur un des derniers actes fondateurs encore actif du régime. Du côté des classes subalternes, par contre, le compromis de 1979 est désormais caduc. Les conditions économiques rendent le mariage, dans sa forme traditionnelle, inaccessible pour une part grandissante de la population.

La situation des femmes est intenable. Bien que 71 % d'entre elles accèdent aux études supérieures (pourcentage comparable à celui des hommes - 76 %), le marché de l'emploi, qui leur est accessible en théorie, reste bloqué dans la pratique⁴ : seulement 14 % des femmes de plus de 15 ans occupent un emploi, d'après la Banque mondiale⁵. Malgré un taux d'éducation comparable à celui des hommes, le choix devant lequel

² Voir : PBSO News « *2 people fatally shot...* » in : <https://www.pbs.org/newshour/world/2-people-fatally-shot-as-protests-against-irans-government-enter-4th-week>

³ Voir : *New York Times* « *It was a massacre...* » in : <https://www.nytimes.com/2022/10/14/world/middleeast/iran-zahedan-crackdown.html>

⁴ Voir : <https://foreignpolicy.com/2022/10/14/headscarves-are-not-the-only-thing-women-are-protesting-in-iran/>

⁵ A comparer, par exemple, avec 52 % en France et en Tchèque, 55 % aux États-Unis ou 62 % en Chine.

se retrouve l'écrasante majorité des femmes des classes subalternes est soit l'enfermement, dans le domicile parental ou dans le mariage, soit la prostitution.

Le combat des Iraniennes montre la voie à une internationalisation de la lutte contre le patriarcat

Alors que la liberté reproductive et sexuelle des femmes est attaquée frontalement dans le monde « occidental » (avortement remis en cause aux États-Unis, en Pologne, en Hongrie et bientôt peut-être en Italie) et peu ou pas reconnu dans les pays de la périphérie, le mouvement de libération sexuelle en Iran donne un exemple déterminé de lutte qui renforce le sens des combats des femmes dans les pays précités ; exemple qui se place dans la continuité des mouvements démocratiques radicaux en Algérie (2019) ou en Biélorussie (2020). Cette révolution sexuelle naît de la ferme volonté exprimée par les jeunes révoltés (femmes et hommes) de vivre librement leur sexualité et leur affectivité sans qu'elle soit enfermée dans la cage du mariage.

Cinq ans après le début de #metoo qui a été, tant bien que mal, l'expression du regain d'intérêt pour la question des femmes en Amérique du Nord et en Europe, la lutte des Iraniennes vient donner un fameux coup de pied aux discussions nauséabondes de tous bords sur le port du voile – en France particulièrement – et amplifie la perspective que le mouvement des femmes s'internationalise.

Les événements en Iran dépassent le cadre habituel du mouvement démocratique qui s'exprime par épisodes depuis 2009. Ils disent nettement et radicalement la révolte en faveur de la libération des femmes et donc, intrinsèquement, contre la famille. Le mouvement indépendant des femmes contre leur oppression spécifique est ainsi un allié stratégique de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire. Sa vocation est de saper la famille – un pilier des sociétés divisées en classes – et une partie du processus de reproduction de la force de travail, qui passe par l'asservissement de leur sexualité à la dictature sexuelle du mâle ; d'où son importance pour la lutte de classe.

« L'oppression des femmes dépend étroitement de la division naturelle du travail de reproduction de l'espèce. L'enfantement est son fondement objectif. Cette division est l'une des prémisses de la division sociale entre travail manuel et travail intellectuel, de la hiérarchisation sociale. La division naturelle du travail de reproduction de l'espèce se fige dans la structure sociale élémentaire de reproduction (puis de production) qu'est la famille, le clan, la tribu, etc.

Le moyen pour reproduire la famille est le même que pour toute autre structure sociale : la violence. Une violence exercée sur les femmes, premier "trésor" de l'homme, première manifestation de réification de l'être humain. Une violence le plus souvent sacralisée par la religion. »⁶
MC/KpK, Bulletin n°9.

Mouvement libertaire et mouvement ouvrier

Depuis plusieurs années déjà, la société civile iranienne était en ébullition du fait des multiples crises que traverse le pays : crise économique chronique⁷ amplifiée par les sanctions occidentales et par la pandémie, suites de la crise sanitaire, crise environnementale. L'explosion de colère de l'hiver 2019-2020, causée par la fin des subsides étatiques sur le carburant et noyée dans le sang de plus de 1 500 victimes en quelques jours a marqué un tournant. Les manifestations d'opposition au régime ne se sont plus arrêtées, qu'il s'agisse de grèves – sous-traitants du secteur pétrolier, juin 2021 – de protestations suite aux pénuries d'eau – Khuzestan, été 2021 et Isfahan, novembre 2021 – ou encore de pillages causés par l'envolée des prix de la nourriture : l'inflation annuelle à l'été 2022 dépasse les 50 %.

Le mouvement actuel a réussi à coaguler l'ensemble des contestations du régime. Dans ce pays de 85 millions d'habitants (dont 65 % de jeunes), 80 % de la population est urbaine, éduquée, souvent conservatrice mais de moins en moins religieuse, parfois athée, et surtout en peine de perspectives. Cependant, contrairement aux luttes défensives citées plus haut, concernant les salaires, l'inflation ou l'accès à l'eau, le mouvement actuel est immédiatement politique : l'obligation du port du voile est, parmi les symboles fondateurs du régime, l'un des derniers à n'avoir jamais été remis en cause. La famille actuelle en Iran est un mélange de patriarchie traditionnelle et de famille moderne monogame. L'insupportable poids de cet archaïsme explique le ressenti, la colère et la haine exprimés par les femmes, surtout par celles urbanisées et éduquées. Ainsi, à la différence du dit « mouvement

⁶ Voir Mouvement Communiste/KpK, Bulletin n° 9, « *Cologne : les attaques contre les femmes sont le produit du patriarcat et font le jeu des racistes anti-immigrés* » in <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1602FRVF.pdf>

⁷ La crise de valorisation du capital que nous mettons en exergue déjà en 2009 dans notre lettre sur le dit « mouvement vert » s'est approfondie. Voir : Mouvement Communiste « *Iran : le grondement souterrain fait surface* » in : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0931.pdf>

vert » de 2009, durant lequel l'objectif, lui aussi politique, restait limité à une réforme de l'intérieur de la République islamique, aujourd'hui, à partir du refus de l'obligation du port du voile, les manifestants ne visent rien de moins que la chute du régime du Guide suprême, des mollahs des *basiji* et des *pasdaran*. Ces jeunes qui se battent n'ont rien connu d'autre que le régime oppresseur des mollahs dont, contrairement à leurs aînés, ils ne subissent pas la fascination du mythe de la lutte contre le régime dictatorial du Shah.

Le désir de libertés individuelles et collectives, le rêve de la libération sexuelle, ont conduit tout naturellement cette jeunesse iranienne à s'organiser pour gagner des espaces d'expression propre sans plus rien demander à qui que ce soit et encore moins à la source de leur oppression, l'État et le bloc économique et social dont il est le représentant. La revendication démocratique cède le pas à la pratique alternative, antagonique, donc politique.

Ce mouvement à plusieurs égards interclassiste crée cependant les conditions pour une polarisation de classe à la condition que le prolétariat fasse siennes les raisons de la colère et les aspirations de la jeunesse, se soude à la lutte des femmes contre la famille et le patriarcat. C'est la seule condition pour que la classe ouvrière assume le rôle historique qui est le sien : se libérer du travail salarié et des sociétés divisées en classes à partir de la destruction du commandement d'entreprise et, plus largement, des rapports sociaux conformes aux intérêts du capital.

Les ouvriers d'Iran tardent à occuper la place centrale qui doit être la leur dans le combat contre la théocratie même si de premiers signes de mobilisation apparaissent ici ou là comme les grèves et les blocages au port et à la raffinerie d'Assaluyeh, dans le sud du pays⁸. Depuis lundi 10 et mardi 11 octobre 2022, le travail dans les raffineries de Bushehr, Borzovieh et Hemganet puis de celle d'Abadan⁹ est perturbé par la grève des ouvriers de la sous-traitance, les moins bien payés et aux conditions de travail précaires.

⁸ Voir : *Wall Street Journal* « *Iran Oil Workers Strike as Antigovernment Protests Expand* » in : <https://www.wsj.com/articles/iran-oil-workers-strike-as-antigovernment-protests-expand-11665416396>

⁹ C'est la plus vieille raffinerie du Moyen-Orient, fondée en 1912, haut-lieu de la lutte de classes en Iran, et dont la grève, en octobre-novembre 1978, avait précipité le départ du Shah. Voir : *Wall Street Journal* « *More Iran Oil Industry Workers Join Antigovernment Protests* » in : <https://www.wsj.com/articles/more-iran-oil-industry-workers-join-antigovernment-protests-11665508266>

Tolérés dans les années 1990 et 2000, les syndicats indépendants ont été progressivement dissouts par le régime à partir de 2009. Il est difficile d'estimer à ce stade si les *shora* – conseils ouvriers de base – créés en 2019 durant la grève du secteur pétrolier sur le modèle des conseils de la révolution de 1979, ont conservé une influence suffisante pour déclencher un mouvement d'ampleur. Au moment où nous écrivons, seuls les enseignants, d'abord de l'enseignement secondaire et maintenant des universités, se battent ensemble aux côtés des insurgés.

Bruxelles, Paris, Prague, 15 octobre 2022

« Avec la famille patriarcale, et plus encore avec la famille individuelle monogamique, il en alla tout autrement. La direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne concerna plus la société ; elle devint un service privé ; la femme devint une première servante, elle fut écartée de la participation à la production sociale. C'est seulement la grande industrie de nos jours qui a rouvert - et seulement à la femme prolétaire - la voie de la production sociale; mais dans des conditions telles que la femme, si elle remplit ses devoirs au service privé de la famille, reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner ; et que, par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux. Il en va de même pour la femme dans toutes les branches de l'activité, dans la médecine et au barreau tout comme à l'usine. La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules.¹⁰ »

Friedrich Engels « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* », 1884.

¹⁰ Chapitre 2 « La famille » Point 4 « La famille monogamique » in : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000h.htm>